



Nos organisations syndicales nationales ont déposé une alerte sociale auprès de la ministre de l'Éducation nationale estimant qu'avec l'annonce du projet de budget prévoyant les suppressions de 4000 postes une ligne rouge avait été franchie.

Elles ont souligné « *la gravité du moment et des mesures envisagées contre le service public d'éducation, ses personnels et ses élèves nous conduisent à réagir dans un cadre intersyndical inédit depuis la mise en place, de cette procédure, en 2008.* »

Au niveau académique les organisations syndicales représentées au conseil social d'administration ont adopté le 14 octobre un vœu affirmant leur volonté « de tout mettre en œuvre pour contrer ces mesures et empêcher leur application. »

Le gouvernement annonce aussi sa volonté d'instaurer trois jours de carence pour les fonctionnaires en arrêt maladie et de diminuer leur rémunération de 10% (90 % du salaire au lieu de 100% pour les trois premiers mois de congé maladie ordinaire).

Nous ne pouvons laisser faire !

Un préavis de grève national unitaire, à compter du lundi 4 novembre 2024 jusqu'au lundi 31 mars 2025 inclus est déposé. **Une manifestation départementale pour la fonction publique partira le jeudi 5 décembre 2024 à 10h, de la place Albert 1er à Montpellier.**

Nos organisations appellent l'ensemble les personnels à préparer la grève à compter du 5 décembre, notamment en se réunissant en heures d'information syndicales, en assemblée générale...

Nous proposons de les y aider dans l'unité syndicale afin que les revendications soient satisfaites :

- Retrait des 4000 suppressions de postes
- Créations massives de postes dans l'Éducation nationale AED, AESH, enseignants, personnels administratifs, personnels médico-sociaux...
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH
- Abrogation de « la transformation de la voie professionnelle »
- Abandon du projet prévoyant la mise en place de trois jours de carence et de baisse de nos salaires en cas d'arrêt de maladie alors que nos conditions de travail se dégradent d'année en année
- Abrogation de la réforme des retraites
- Rattrapage des salaires et des pensions pour compenser le gel du point d'indice et l'inflation